

**RAPPORT N° 2023/6-22  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

**OBJET : DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC ET CESSION DE VEHICULE DE LA CINOR**

Il s'agit là d'une régularisation concernant le véhicule Renault Master immatriculé FK 201 RY, faisant partie du parc automobile de la CINOR, qui a été accidenté le 02/01/2023. L'expertise réalisée en date du 12/01/2023, suite à ce sinistre, a conclu que le montant des réparations (27 817,48 €) était supérieur à la valeur du véhicule avant sinistre (18500€), il a donc été déclaré économiquement irréparable.

Par conséquent il y avait lieu, suite à la proposition De PRUDENCE CREOLE Assurances, assureur du parc automobile de la CINOR, de lui céder ce véhicule pour un montant de 18 500,00 € TTC correspondant à la valeur à dire d'expert avant sinistre.

Caractéristiques du véhicule :

Désignation	Marque, Type	Immatr.	Date 1 <sup>ère</sup> mise en circulation	VNC au 01/01/20 20	Kilométrage compteur
Véhicule Utilitaire	Renault Master	FK 201 RY	08-10-2019	6 308,00 €	57115

Je vous propose, en conséquence de :

- Procéder à la régularisation du déclassement du véhicule Renault Master FK 201 RY du domaine public, qui a déjà fait l'objet d'une cession à PRUDENCE CREOLE Assurances pour une valeur de 18 500€ TTC.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-22  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 02 novembre 2023**

**OBJET : DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC ET CESSION D'UN VEHICULE DE LA CINOR**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-22 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

De déclasser du domaine public, le véhicule présenté dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Marque, Type	Immatr.	Date 1 <sup>ère</sup> mise en circulation	VNC au 01/01/20 20	Kilométrage compteur
Véhicule Utilitaire	Renault Master	FK 201 RY	08-10-2019	6 308,00 €	57115

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président,

- A déclasser le véhicule Renault Master, immatriculé FK 201 RY, du domaine Public, qui a déjà fait l'objet d'une cession à PRUDENCE CREOLE Assurances pour une valeur de 18 500,00€ TTC.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**